

Réarmement

Faire passer des dépenses inutiles pour de l'investissement

> Christophe WASINSKI (*)

Récemment, le ministre belge des Affaires étrangères, Maxime Prévot, a annoncé la possibilité d'une taxe pour financer l'augmentation des dépenses militaires afin, espère-t-il, de «rendre soutenables les investissements futurs»¹. De quels investissements parle-t-on? Pourquoi certains responsables politiques et officiers parlent-ils d'investissement lorsqu'ils évoquent des achats d'équipements militaires ou un soutien financier accru aux forces armées? Un véritable investissement est censé rapporter or, que rapporte l'achat d'un tank ou de munitions?²

Dans l'ensemble de l'accord Arizona, figurent 39 références à l'OTAN ou à la sécurité atlantique. Indubitablement, les neuf pages qui concernent directement les forces armées proposent une politique de défense alignée sur celle de l'organisation atlantique. Plus encore, elles donnent l'impression que la coalition Arizona offre aux militaires bien plus que ce qu'ils n'ont jamais rêvé d'obtenir – sauf, il est vrai, dans le domaine des pensions. Cette impression est d'ailleurs confirmée par les annonces récentes relatives à des augmentations des dépenses militaires alors que des sacrifices sont exigés dans de nombreux autres domaines essentiels pour la société belge.

Des dépenses inutiles

Comme certains chiffres l'illustrent, on peut cependant douter de l'utilité des nouvelles dépenses. Plus encore, ces chiffres révèlent l'existence d'un important décalage entre les propos alarmistes relatifs à la défense européenne et la réalité des faits la concernant.

On ne dépense rien ?

En 2024, la Russie, dont les forces armées sont impliquées dans la guerre en Ukraine, a dépensé approximativement 150 milliards de dollars pour ses forces armées. En 2025, ces dépenses s'élèveront à approximativement 160 milliards de dollars. Les États-Unis dépensent cependant beaucoup plus que la Russie. On estime que cet État consacrerait approximativement 1.000 milliards de dollars cette année pour ses forces armées. L'ensemble des États de l'OTAN dépenseraient environ 1.500 milliards, soit dix fois plus que la Russie. Si l'on prend seulement les États européens de l'OTAN – la Turquie, la Grande-Bretagne, la France,

la Belgique, l'Allemagne, etc. – on arrive à environ à 454 milliards d'euros. Les États européens de l'OTAN dépensent donc approximativement trois fois ce que la Russie dépense actuellement.

Les Européens, des « passagers clandestins » ?

Selon Donald Trump, les Européens dépensent trop peu d'argent pour leurs forces armées. Resserrons donc la perspective sur l'Union européenne afin d'évaluer la pertinence des dires du président des États-Unis.

Les chiffres officiels de l'Agence européenne de défense indiquent qu'en 2023, les États de l'Union européenne consacraient 317 milliards de dollars à leurs forces armées, ce qui représente au moins deux fois ce que la Russie a dépensé en 2023. Il s'agit d'un montant conséquent. Ajoutons que cette dernière décennie, les budgets de défense des États de l'Union européenne ont augmenté chaque année³. Précisons que les dépenses du Royaume-Uni ne sont pas comptabilisées dans les chiffres de l'Agence européenne de défense, car cet État a quitté l'Union. En dépit de cela, les Britanniques, qui consacrent environ 80 milliards de dollars à leurs forces armées, restent très engagés dans les questions de sécurité européenne.

Des chiffres trompeurs ?

L'argument des chiffres trompeurs est brandi par certains experts. Récemment, un officier de la marine belge a expliqué sur un plateau de télévision que, quand la Russie dépensait 150 milliards de dollars pour sa défense, il fallait tenir compte du fait que le matériel fabriqué en Russie est moins coûteux que celui construit dans les États de l'OTAN. Selon lui, il fallait en fait tenir compte de la *Purchasing Power Parity*

1. <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2025/06/21/maxime-prevot-ouvre-la-voie-a-de-nouvelles-taxes-pour-financer-les-dépenses-militaires-plus-aucun-tabou-nest-possible-EHAYCFE2QNDWTNRBXT-L210ZZW4/>

2. Texte écrit à partir de l'intervention de Christophe Wasinski lors du colloque « L'Arizona et son monde », organisé le 24 juin par Éconosphères, le Gresea et la revue Politique. Une intervention qui fait écho à plusieurs de ses articles, notamment « Défense : dépenser n'est pas toujours synonyme d'investir », dans « Décodeur l'Arizona (3/4) : un libéralisme aux accents autoritaires », disponible sur www.revuepolitique.be

3. L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) nous rappelle ainsi qu'en 2024 « les dépenses militaires totales en Europe ont augmenté de 17 %, soit 83 % de plus qu'en 2015 ». Rien de moins que la plus forte augmentation régionale au monde. Lire article pp. 6-8.

Il existe un décalage important entre les propos de ceux qui affirment que l'Europe est totalement désarmée et la réalité des équilibres.

(indice et parité de pouvoir d'achat—on parle parfois aussi de *Big Mac Index* à ce propos) pour pouvoir vraiment comprendre ces chiffres et comparer les dépenses de la Russie à celles d'autres États. Quand les militaires utilisent ce correctif, ils affirment ainsi que les 150 milliards de dépenses annuelles de la Russie correspondent à environ 450 milliards de dollars du fait de la différence dans les coûts du matériel.

Ce calcul pose cependant deux problèmes. D'une part, l'indice utilisé a été constitué pour les biens de consommation. Faut-il préciser qu'un tank et une mitrailleuse ne sont pas des biens de consommation? L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), qui fait autorité dans le domaine, n'utilise d'ailleurs pas cette formule en considérant qu'elle n'est absolument pas adaptée pour comparer les dépenses militaires. D'autre part, quand les militaires et les experts utilisent ce correctif, ils ne l'appliquent qu'à la Russie. Il faudrait aussi pouvoir l'appliquer à tous les États, notamment à l'Ukraine. Le pays a une richesse limitée par rapport aux États-Unis et il produit une partie de ses armes sur son propre territoire. Si l'Ukraine a un budget militaire (avec les aides étrangères) de 64 milliards de dollars, et qu'elle est dans une situation économique à peu près comparable à celle de la Russie, il faudrait donc appliquer la même formule. Cela reviendrait à multiplier par trois le budget militaire de l'Ukraine, ce qui modifie substantiellement la vision que l'on a des dépenses militaires. Par ailleurs, il faudrait aussi adapter, en fonction de cet index, les chiffres des dépenses de la Turquie, de la Grèce et des autres États de l'OTAN et de l'Union européenne. En appliquant ce correctif partout au niveau européen, certains experts pensent que les dépenses européennes restent de toute façon supérieures à celles de la Russie.

Au niveau des équilibres sur le plan matériel, l'OTAN a également plus de matériel que la Russie, d'autant plus depuis que la Finlande et la Suède l'ont rejoint. Il est en fait assez évident que l'OTAN dispose de moyens extrêmement conséquents.

Au niveau de l'Union européenne, il est plus difficile de trouver des données agrégées. Pour avoir une idée des rapports de forces, il convient de se tourner vers l'annuaire *Military Balance* publié par l'International Institute for Strategic Studies de Londres. Ce document liste le matériel militaire de tous les États du monde. Les chiffres de 2024 nous renseignent que les États de l'Union européenne disposaient d'environ 4.000 chars d'assaut. La même année, la Russie

en comptabilisait approximativement 1.800—et elle en a perdu beaucoup dans le cadre de la guerre en Ukraine. Les Européens possédaient aussi 6.000 véhicules de combat d'infanterie, alors que la Russie n'en alignait que 4.100. Les Européens détenaient aussi environ 11.000 pièces d'artillerie, contre 6.000 pour la Russie. Globalement, d'après l'annuaire de l'IISS, les Européens disposent de davantage de matériel lourd. Le matériel en question est certes parfois ancien. Il en va toutefois de même pour celui de la Russie. La Russie déploierait, il est vrai, plus d'hommes (environ 1,5 million) que les Européennes (environ 1,3 million).

En définitive, nous ne nions pas l'existence de tensions entre la Russie et l'Europe. Nous soulignons le fait qu'il existe un décalage important entre les propos de celles et ceux qui affirment que l'Europe est totalement désarmée et la réalité des équilibres. Si la Russie voulait attaquer l'Union européenne, cela serait non seulement une mauvaise idée sur le plan politique, mais cela risquerait d'être compliqué pour elle sur le plan militaire également. Il lui faudrait des moyens dont elle ne dispose probablement pas aujourd'hui. Rappelons que, pour passer à l'offensive, il est recommandé de disposer de moyens beaucoup plus importants que ceux de l'adversaire.

À qui profitent les dépenses ?

La politique de réarmement est en fait en phase avec les intérêts d'une partie de la bourgeoisie belge qui bénéficie de la mondialisation capitaliste. On peut en effet penser que la Belgique reste d'abord l'alliée fidèle des États-Unis parce qu'il existe des liens économiques importants entre les deux États. Pour le dire autrement, les dépenses militaires inutiles de la Belgique sont destinées à plaire à Washington, bien plus qu'à assurer la sécurité contre un État russe affaibli par la guerre en Ukraine.

Ces dépenses devraient aussi profiter aux entreprises qui produisent des armes. Il faut cependant noter que, comme les données du SIPRI le soulignent ponctuellement, les Européens achètent beaucoup d'armes aux États-Unis. L'augmentation des dépenses européennes de défense bénéficiera donc certainement aux fabricants européens. Rappelons que le gouvernement a annoncé qu'il voulait acheter 11 avions F-35 fabriqués aux États-Unis. Chacun de ces appareils coûte plus de 80 millions de dollars, rien que le casque du pilote est estimé à 400.000 dollars. Problème complémentaire : en achetant ces appareils aux États-Unis, les Belges seront dépendants de la chaîne logistique étatsunienne qui gère les pièces de rechange.

Notons aussi que l'industrie d'armement représente un pourcentage limité de l'activité industrielle en Europe, moins de 5% dans les États de l'Union européenne. Si on consacre des dizaines de milliards à la relance de la production d'armement, cela ne va potentiellement pas avoir un impact bénéfique pour toute l'activité économique. Cela pourrait ne profiter qu'à un seul secteur ou à des secteurs économiques bien spécifiques.

Quand on parle de keynésianisme militaire, c'est-à-dire l'idée qu'on pourrait relancer les économies européennes à travers la production d'armes, il faut donc se montrer extrêmement prudent. En l'absence de chiffres précis, les déclarations concernant une telle relance semblent davantage relever du pari que de la planification politique. On peut donc notamment s'interroger sur la volonté de la Région wallonne, par l'entremise notamment du MR, d'encourager un maximum d'entreprises à développer leurs activités dans l'armement. Le souffle pourrait retomber très rapidement. C'est à espérer puisque cela signifierait que la situation sécuritaire s'améliore en Europe. Au surplus, lorsque le marché européen sera saturé, il est fort probable que les entreprises reprendront leurs exportations vers des États autoritaires.

Par ailleurs, ces dépenses militaires auront certainement des impacts moins positifs que si elles étaient consacrées à des investissements—car il s'agit ici vraiment d'investissements—dans les soins de santé, dans les écoles ou dans la lutte contre le réchauffement climatique. L'argent dépensé dans ces secteurs a généralement un impact bénéfique pour une plus grande partie de la population.

Du sous-investissement ?

Depuis la fin de la Guerre froide, les budgets militaires en Belgique ont diminué et certains décideurs et militaires considèrent qu'on a sous-investi. La réalité est qu'en l'absence de menace, les achats n'étaient pas nécessaires. L'URSS et le pacte de Varsovie avaient disparu. Nous n'avions donc plus vraiment besoin d'une grande quantité de blindés ou de chasseurs-bombardiers. De surcroît, le bilan politique des opérations extérieures menées ces dernières années (Afghanistan, Mali) est mauvais et démontre à quel point l'outil militaire est inadapté pour répondre à de nombreuses situations de crise. Dans ce contexte, on peut penser que les réductions des dépenses militaires relevaient de la bonne politique.

Sous le gouvernement Michel, il y a eu une évolution. Le pourcentage du PIB consacré à la Défense n'a pas augmenté, mais il y a eu des engagements pour l'acquisition de beaucoup de matériel (frégates, navires, véhicules blindés pour l'armée

de terre, F-35 et encore toute une série d'autres choses). C'est Steven Vandeput, alors ministre de la Défense (NV-A), qui a signé des contrats pour de nombreuses années (on les paie encore) pour une valeur d'environ 9,5 milliards d'euros.

Sous le gouvernement De Croo, la socialiste Ludivine Dedonder s'est targuée de la mise en place d'un plan militaire destinée à consolider ce qu'avait commencé son prédécesseur. Elle a engagé la Belgique pour des dépenses à hauteur de dix milliards d'euros. Aujourd'hui, notre gouvernement a décidé de consacrer 1,31 % du PIB à la Défense, ce qui représente huit milliards d'euros. Quand on était en dessous du seuil du 1 %, les dépenses militaires tournaient plutôt autour des cinq milliards d'euros.

“ En l'absence de chiffres précis, les déclarations concernant la relance des économies européennes à travers la production d'armes semblent davantage relever du pari que de la planification politique. ”

Qui paie pour qui ?

Cette année, le gouvernement Arizona souhaite atteindre un budget de 2% du PIB, soit plus de douze milliards d'euros pour les forces armées. Le gouvernement s'est engagé à porter ce chiffre à 2,5% d'ici 2034, ce qui représenterait quinze milliards d'euros. Si l'on suit le schéma imposé par Donald Trump et l'OTAN—soit 5% du PIB—on court à terme vers un budget de 30 à 32 milliards. Grosso modo, un budget qui est équivalent à toutes nos dépenses pour l'enseignement⁴. Ce montant représenterait un peu moins de la moitié de ce que la Russie consacrait à son budget militaire avant la reprise de la guerre en Ukraine.

Ces dépenses vont devoir être financées par toute la population, alors que, nous le soulevions ci-dessus, ces dépenses ne bénéficient pas à l'ensemble de la collectivité. La collectivité va, d'une certaine manière, payer pour garantir que les relations avec les États-Unis se poursuivent de manière relativement harmonieuse et que les échanges économiques se maintiennent. La question de faire assumer ces dépenses par les plus riches a été posée au sein de la coalition Arizona. Vooruit, le CDNV et les Engagés y sont plutôt favorables, tandis que le MR et la NV-A s'y opposent. C'est un dossier à suivre. #

4. Dans le même temps, il évaluait à 23,3 milliards d'euros, les économies qu'il entend organiser sur l'ensemble des autres services publics durant les cinq prochaines années. Lire article pp. 6-8.

(*) Professeur au sein du Département de science politique de l'ULB. Il mène des recherches sur les questions de sécurité internationale